

Burundi : liberté provisoire pour un journaliste arrêté par les services secrets

@rib News, 26/06/2013 â€“ Source AFP Un journaliste de la Radio-télévision nationale du Burundi (RTNB), détenu depuis une dizaine de jours « pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » par le Service national de renseignement (SNR) burundais, a été relâché lundi, a-t-on appris mardi de source judiciaire. « Le Parquet a analysé le dossier qui lui a été transmis par le SNR hier (lundi), et a décidé de placer en liberté provisoire le journaliste Lucien Rukevya, le Professeur Ignace Bankamwabo, ainsi qu'une troisième personne de nationalité congolaise », a annoncé le porte-parole du Parquet général, Elie Ntungwanayo.

Un quatrième homme, également ressortissant de République démocratique du Congo (RDC), avait été arrêté en même temps qu'eux, mais aurait depuis réussi à s'échapper, selon des sources concordantes. Les trois hommes sont toujours soupçonnés d'être atteints à la sûreté extérieure de l'Etat et doivent se présenter devant le magistrat chaque vendredi », a poursuivi le porte-parole. Selon une source interne au SNR, « les services secrets n'ont pas trouvé d'éléments à charge contre le journaliste et ses compagnons ». « Nous sommes satisfaits par cette décision de libérer notre confrère, arrêté injustement comme nous l'avons dit depuis le début », a réagi Alexandre Niyungeko, le président de l'Union burundaise des journalistes (UBJ), en déplorant le fait « que M. Rukevya doive se présenter régulièrement à la Justice, juste pour sauver la face » de ceux qui l'ont arrêté. Le journaliste de la RTNB avait été arrêté mi-juin à Bujumbura, en compagnie du Professeur Ignace Bankamwabo (ancien ministre) et de deux Banyamulenge dont le colonel Shaka Jean-Marie Muhoza, accusés par les services secrets burundais de faire partie de la rébellion congolaise du M23, qui combat l'armée de RDC depuis plus d'un an dans l'est de la RDC. On appelle communément Banyamulenge au Burundi les Tutsi congolais de la RDC. Les services secrets avaient annoncé dans la foulée les soupçons d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Ils avaient indiqué que les quatre hommes avaient été arrêtés en possession de documents compromettants » dans la capitale burundaise, sans toutefois donner davantage de précisions.